

# LE DEVOIR

Libre de penser

## Le désastre économique n'est pas une fatalité

28 avril 2012 | Louis Cornellier | Livres

*Sortir de l'économie du désastre  
- Austérité, inégalités, résistances  
Réseau pour un discours  
alternatif sur l'économie  
Bernard Élie et Claude  
Vaillancourt (coordonnateurs)  
M éditeur  
Ville Mont-Royal, 2012*

On doit à la rugueuse Margaret Thatcher la dramatique formule selon laquelle il n'y a pas de solution de rechange à l'économie de marché débridée, c'est-à-dire au néolibéralisme. Ce « TINA » (there is no alternative) est devenu un mantra un peu partout dans le monde depuis les années 1980. Le Canada et le Québec lui ont offert une certaine résistance, mais les récents budgets Flaherty et Bachand s'y sont soumis avec détermination. Les citoyens qui n'ont pas encore remarqué qu'on assiste présentement, au pays et un peu partout en Occident, à un solide virage à droite devraient se réveiller.

Pourtant, malgré la prétention des idéologues qui adhèrent à la « vérité » thatchérienne, il existe bel et bien des solutions de rechange. Dans *Sortir de l'économie du désastre*, un ouvrage du Réseau pour un discours alternatif sur l'économie coordonné par l'économiste Bernard Élie et l'écrivain militant Claude Vaillancourt, des penseurs contestent le discours économique dominant et « avancent des propositions contribuant à améliorer la situation économique au profit de tous et de toutes ».

Le néolibéralisme est souvent présenté, autant par ses partisans que par ses opposants, comme une politique prônant un désengagement de l'État au profit du marché. Pourtant, comme le souligne le politologue Philippe Hurteau, au Québec, après « trois décennies d'imposition de réformes néolibérales, l'État maintient et utilise toujours d'importants leviers interventionnistes et voit sa taille suivre une courbe d'expansion continue ».

Comment expliquer ce paradoxe d'un État néolibéral de plus en plus gros ? Par le fait, explique Hurteau, que le mantra du « moins d'État » est mensonger. Le but du néolibéralisme n'est pas tant de réduire l'État que de le transformer. Il s'agit de « délaissier les missions sociales de l'État afin de le mettre plus directement au service du développement des structures de l'économie de marché », tout en pratiquant « une forme de dressage disciplinaire des individus qui impose un type de rationalité propre à l'entreprise privée et à la société marchande ». Il y a toujours autant d'État, donc, plus même, mais ce dernier délaisse le souci du bien commun pour répondre aux intérêts des dominants.

Cette transformation, explique Hurteau dans un texte particulièrement lumineux, prend quatre figures. L'État devient « facilitateur », c'est-à-dire que son but n'est plus de veiller au bien-être de sa population en régulant l'économie, mais de tout faire pour attirer des investisseurs, comme s'il s'agissait d'une finalité en soi. Comme les politiques sociales nuisent à son caractère concurrentiel dans cette course, il les abandonne de plus en plus. L'État devient aussi « distributeur ». Au lieu d'organiser et de fournir directement des services, il délègue, par contrats, cette tâche au privé.

L'État, ensuite, impose la logique de la compétition et s'y soumet. Dans la gestion des quelques activités qu'il conserve (santé, éducation), il ne répartit plus les ressources en fonction des besoins de la population, mais en fonction de la performance des établissements. Plus encore, il « entend éduquer la population à agir de

manière concurrentielle » en appliquant le principe de l'utilisateur-payeur.

L'État, enfin, se fait sécuritaire. Il réprime plus durement les manifestations d'opposition à sa nouvelle logique et répand un discours selon lequel les résistances à sa transformation relèvent de l'irrationalisme ou de l'immobilisme. Ceux qui s'opposent au Plan Nord, à l'exploitation du gaz de schiste et à l'augmentation des droits de scolarité n'ont pas compris, répète par exemple le gouvernement Charest.

Cette société de marché n'est pourtant pas la seule possible. « On peut choisir une société cohésive, solidaire, écrit l'économiste Sylvie Morel, et agir alors en fonction d'une réalité incontournable : l'interdépendance existant, dans toute société, entre les individus qui la composent et les limites que cela impose au niveau [sic] de l'appropriation privée de la richesse collective. »

Morel réfute les arguments de la « contre-révolution fiscale » qui a mené plusieurs pays occidentaux, dont le Canada et le Québec, à réduire l'impôt des plus riches depuis 20 ans. La thèse selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt » et nuit à la croissance est fautive, écrit-elle. Des enquêtes de l'Institut international d'études sociales concernant les années 2000 à 2007 ne relèvent « aucune évidence, dans les faits, au niveau international, d'un impact négatif sur la croissance ou l'emploi de l'imposition progressive ». De plus, baisser l'impôt des riches nuit au développement quand l'épargne qui en résulte est dirigée vers les placements spéculatifs plutôt que vers l'investissement productif.

Le discours néolibéral, continue Morel, sombre dans la propagande quand il néglige le fait que l'impôt s'accompagne d'une dépense publique productive de richesse et d'équité sociale. Les Québécois paient plus d'impôt que les Américains, mais ils reçoivent en retour plus de services et de transferts directs, si bien que « la dépense sociale totale risque d'être moindre au Québec ».

Morel prône donc un « impôt selon une éthique solidariste », qui passe par la réintroduction de 10 paliers d'imposition au Québec, un traitement équivalent des revenus de travail et du capital et la fixation d'un revenu maximal au-delà duquel, comme le dit Jean-Luc Mélenchon en France, l'État prend tout.

Le physicien Normand Mousseau, spécialiste des questions énergétiques, analyse pour sa part les enjeux du Plan Nord et critique durement l'actuel modèle québécois des redevances, qui, écrit-il, revient à « brader des ressources non renouvelables pour quelques emplois » et risque de coûter plus cher à l'État qu'il ne lui rapportera.

L'ouvrage, très éclairant et mobilisateur, contient aussi des textes de Pierre Beaulne (fiscalité), de Bernard Élie (secteur financier), de Louis Gill (enjeux liés à la dette), de Josée Lamoureux (synthèse), de Michel Lizée (système québécois de retraite), de Ruth Rose (situation économique des femmes) et de Claude Vaillancourt (critique du libre-échange). Il nous dit que le désastre, c'est-à-dire une économie au seul service des possédants, n'est pas obligatoire.

\*\*\*

[louisco@sympatico.ca](mailto:louisco@sympatico.ca)